

PROJET DE LOI C-391 et le REGISTRE DES ARMES D'ÉPAULE

Communiqué de presse
Embargo - 11 juin 10h00

Des témoins et des victimes des tueries au Collège Dawson,
à l'Université Concordia et à l'École Polytechnique :

Dernière tentative pour convaincre le NPD de voter contre le projet de loi C-391

Montréal, le vendredi 11 juin 2010 — Pour la toute première fois, des représentants des victimes des trois fusillades survenues dans les établissements scolaires de Montréal (Collège Dawson, Université Concordia et École Polytechnique) se réunissent ce matin pour inciter le chef du Nouveau Parti démocratique, monsieur Jack Layton, à protéger le registre des armes à feu contre la tentative des conservateurs de l'abolir.

Présentement, le projet de loi C-391 visant l'abolition du registre des armes d'épaule retourne à la Chambre des communes, suite à plusieurs semaines d'étude par le Comité permanent sur la sécurité publique et nationale. Un vote déterminant son sort pourrait avoir lieu aussi tôt que la semaine prochaine. Tous les conservateurs voteront vraisemblablement en faveur de ce projet de loi. Le Bloc québécois et le Parti libéral ont annoncé qu'ils voteront en bloc contre celui-ci. Les deux députés indépendants voteront sans doute avec les conservateurs, comme ils l'ont fait en deuxième lecture. Ainsi, le sort du projet de loi repose entre les mains du NDP, dont les membres sont divisés sur la question. Seulement quelques votes en faveur de C-391 venant du NPD suffiront pour assurer son adoption. Un vote uni du NDP contre le projet de loi assurerait sa défaite et le registre serait alors maintenu.

C'est pourquoi le groupe de témoins et de victimes de violence commise à l'aide d'armes à feu s'est adressé à la seule personne qui, selon eux, pourrait à ce stade-ci empêcher l'adoption du projet de loi C-391.

Nathalie Provost, blessée lors du massacre à Polytechnique, lance : « Monsieur Layton, je sais que votre rôle n'est pas facile. Vous avez de nombreuses considérations politiques à prendre en compte, notamment la force du lobby des armes dans certains comtés ruraux représentés par vos députés. Mais permettez-moi de vous dire ceci : le test d'un vrai leader est la capacité d'imposer des décisions difficiles pour les bonnes raisons. Imposez un vote de parti contre le projet de loi C-391 pour protéger le contrôle des armes à feu. »

Jeff Larivée, dont l'épouse, Maryse Laganière, a été tuée à l'École Polytechnique, ajoute : « La journée du 6 décembre est maintenant une journée de commémoration à la mémoire des quatorze victimes, et de toutes les femmes victimes de violence. C'est monsieur Layton qui a lui-même lancé la Campagne du ruban blanc, que je porte à chaque anniversaire pour ne jamais oublier. Nous avons même organisé ensemble des activités de financement durant les années 90 pour contrer la violence faite aux femmes. J'ai alors constaté que M. Layton était très sensible à la question des armes dans notre société. Que s'est-il produit M. Layton ?

« À chaque année, nous nous rappelons la tragédie et nous faisons état des progrès obtenus depuis. Et pendant les quinze dernières années, nous pouvions au moins souligner la grande victoire pour la sécurité publique qu'est la Loi sur les armes à feu. Qu'allons-nous dire le 6 décembre prochain, monsieur Layton? Car si nous perdons le registre des armes d'épaule, c'est vous que nous tiendrons responsable, parce que c'est seulement vous, en tant que chef du Nouveau Parti démocratique, qui peut aujourd'hui empêcher l'adoption du projet de loi des conservateurs en imposant un vote de parti à vos députés. »

Benoît Laganière est un diplômé de Poly qui était présent lors du massacre, et qui a aussi connu trop de proches qui sont décédés sous les balles. Il dit : « Je suis convaincu que les décès par balles augmenteront en grand nombre si le registre des armes à feu est aboli. J'espère que monsieur Layton est pleinement conscient du fardeau qu'il porte face à toutes les victimes innocentes futures des armes à feu.

« Monsieur Layton, irez-vous aux obsèques des innocentes victimes d'une future tuerie ? Et que direz-vous aux parents des victimes d'une prochaine tuerie, une tuerie qui aurait peut-être pu être évitée grâce au registre ? Pensez-vous que vous allez être bien accueilli, si vous laissez passer ce projet de loi ? »

Louise Hevey, mother of Anastasia who died at Dawson College on September 13th 2006, adds: « It is not easy for me to be here today. It is hard enough to go on with life after losing a child. I am not here to gain anything. Anastasia will never come back. But I know she would want me to be here, to contribute to all the efforts aiming to prevent similar unnecessary suffering and loss of life. I am saddened by the fact of this major public safety measure depends on ideology, partisan politics and the strength of the gun lobby, while it should only depend on one thing: public safety. Does it have to be this way? For certain parties, I'm not surprised. But I never thought that, of all parties, the NDP could be playing politics with people's lives.

« Mister Layton, show us, please, that you are not one of 'those' politicians... you know, the ones who fuel public cynicism against all politicians. Please, be true to your party's values. Make sure that bill C-391 never passes in the House of Commons. »

Hayder Kadhim, ami d'Anastasia et blessé lors de la tuerie à Dawson, explique: « Le 4 avril 2007, Jack Layton s'est déplacé au Collège Dawson et, devant nous, a insisté sur le fait qu'Ottawa se devait de maintenir le registre fédéral des armes à feu. C'est une promesse qu'il m'a faite personnellement. Il est décevant de constater que Jack Layton n'entend pas tenir sa promesse. Je ne savais pas que les promesses d'un tel politicien avaient une date d'expiration.

« Jack Layton, I implore you: you and your New Democratic Party members must do everything in your power to maintain the gun registry. It is in your hands. If the registry is not saved, you will be the ones we will point at and blame. Don't let the Conservatives execute their plan to destroy the registry. »

And finally, Mark Hogben, the son of Michael Hogben, an engineering professor killed at Concordia University in August of 1992, concludes with this: "I have been a supported tougher gun control since the death of my father. I know this is what he would want me to do. He himself was a strong believer in gun control. When I presented, on a number of occasions, to parliamentary committees on the issue of gun control, I told them I was only one of eleven that lost a parent in the shootings at Concordia. I was one of the older ones. Others were 2, 4, and 10 years old. Today, I have a family of my own. I want a safe country for my children and subsequent generations.

"There are no clubs for victims of gun violence; most of us try to forget it. I personally find it more and more difficult to revisit this issue, yet my obligation to my children forces me to confront it once again to help ensure we live in a safer Canadian society.

"Mister Layton, please speak for those who find it difficult and for those who no longer can. Save our gun control law by standing up as a united and honourable political party."

Heidi Rathjen, diplômée de Poly et militante de longue date pour le contrôle des armes, conclut : « Lors des récentes audiences devant le comité parlementaire, l'ensemble des organisations policières, de santé publique, de prévention du suicide et de prévention de la violence conjugale ont témoigné unanimement de l'efficacité du registre. Nous, les témoins et les victimes, nous ne sommes pas seuls à appuyer le registre. Mais nous avons une voix, et nous entendons l'utiliser aussi longtemps que nécessaire pour défendre le contrôle des armes à feu. »

Deux associations provinciales de victimes étaient également présentes pour donner leur appui à la démarche du groupe, soit l'Association québécoise Plaidoyer-victimes (AQPV) (représentée par la présidente Arlène Gaudreault et la directrice Marie-Hélène Blanc) et l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD) (représentée par le président Michel Laroche). Madame Suzanne Laplante Edward, mère d'Anne-Marie Edward, tuée le 6 décembre 1989, ne pouvait être présente, mais a envoyé un message pour qu'il soit lu pendant l'événement. Brian Rahilly, coordonnateur du Comité pour le contrôle des armes à feu du Collège Dawson, était aussi présent.